

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 Roche sur yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 16 Novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **TRIVALIS**

Rond-point de l'Atlantique  
BP 605  
85015 LA ROCHE SUR YON

Références : D22.0454

Code AIOT : 0006302876

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2022 dans l'établissement TRIVALIS implanté La Pointe des Corbeaux 85350 L ILE D YEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- La Pointe des Corbeaux 85350 L ILE D YEU
- Code AIOT : 0006302876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le syndicat TRIVALIS a exploité une installation de stockage de déchets non dangereux (principalement ménagers) au lieu-dit « La Pointe des Corbeaux » sur l'île d'Yeu. Cette installation a été initialement autorisée par arrêté du 26/03/1986 et fait l'objet d'un suivi en post-exploitation pour 30 ans par arrêté complémentaire du 17/05/2011.

La visite a porté sur l'entrée du site, les anciennes infrastructures et les anciens casiers réhabilités.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de la mise en demeure du 24/02/2014, notamment l'avancement des travaux de renaturation du site

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Travaux de fin d'exploitation	AP Complémentaire du 17/05/2011, article 2	AP MD du 24/02/2014 imposant de respecter l'article 2 de l'AP du 17 mai 2011	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de renaturation à l'entrée de l'ancienne installation de stockage de déchets ne sont ~~pas~~ toujours pas satisfaisants. Les quelques plantations réalisées ces dernières années n'ont pas survécu sur certaines zones où le sol ne le permettait pas. Un point d'amélioration avec des propositions concrètes est ici attendu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Travaux de fin d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/05/2011, article 2 AP MD du 24/02/2014 imposant de respecter l'article 2 de l'AP du 17 mai 2011
<b>Thème(s) :</b> Autre, post-exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2. Travaux de fin d'exploitation Toutes les infrastructures ayant servi à la réception des déchets sont démontées, notamment le bungalow d'accueil, le pont bascule et son portique, la presse à balles. L'ancien bâtiment semi-enterré est déconstruit ou maintenu partiellement comme support des lagunes, mais il sera recouvert d'une couverture de terrassement. Le site reste clôturé pendant au moins 5 ans après le début de la période de suivi. Cette durée est prolongée sauf si l'exploitant démontre l'absence de tout risque sur le site. (...) Lors de la couverture finale des dernières alvéoles, un ensemencement est réalisé afin de recréer une prairie naturelle, sans plantation. La végétalisation de l'entrée du site est poursuivie avec pour objectif de relier les deux zones boisées avec des essences d'arbres similaires. Les talus internes sont plantés par des espèces arbustives adaptées au milieu dunaire. Ces travaux sont réalisés avant la fin 2011.
<b>Constats :</b> L'ancienne installation de stockage de déchets est toujours dans une phase de post-exploitation, sous surveillance par Trivalis. Un arrêté préfectoral du 24/02/2014 a mis en demeure l'exploitant de cesser les activités résiduelles du site (liées à l'équivalent d'une déchèterie) et d'achever les travaux de réhabilitation (qualifiés de renaturation). Lors d'une visite précédente, l'inspection avait déjà constaté la mise à l'arrêt de toutes activités résiduelles, et avait constaté un début de travaux de renaturation. La visite du 10/10/2022 a montré assez peu d'évolution par rapport à celle précédente. Les quelques arbres plantés à l'entrée du site ne semblent pas avoir survécu en raison de la structure du sol trop pauvre.

Les équipements pour le traitement des lixiviats sont encore présents à l'entrée. L'inspection considère que même si quelques aménagements arbustives ont été essayés, ceux-ci ne semblent toujours pas répondre à l'objectif de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17/05/2011. L'arrêté préfectoral du 24/02/2014 de mise en demeure reste toujours applicable.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle que l'objectif de la renaturation imposée dans l'arrêté préfectoral de post-exploitation est de refermer le visuel de l'entrée en reliant les deux zones boisées avec des essences d'arbres similaires. L'apport d'une couche de matériaux terrigènes est envisagée (Trivalis évoque un mélange de matériaux fins et de compost) pour améliorer la structure du sol à l'entrée du site. L'inspection précise que ces matériaux et les plantations devront être compatibles avec le site et son environnement. Elle attend de l'exploitant des engagements fermes (si possible basés sur une étude d'intégration paysagère détaillée), et un calendrier de travaux. A défaut des sanctions pourront être proposées à l'encontre de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet